

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 25 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NOVAWOOD

34 Rue Gilbert Bize
54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

Références : 1764_2023
Code AIOT : 0003012003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement NOVAWOOD implanté chemin du Vaquené 54410 Laneuville-devant-Nancy. L'inspection a été annoncée le 08/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVAWOOD
- chemin du Vaquené 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Code AIOT : 0003012003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVAWOOD est autorisée par arrêté préfectoral n°20170094 du 8 mars 2018 modifié à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois non dangereux et dangereux (bois créosoté) sur le territoire de la commune de Laneuville-devant-Nancy. Elle est autorisée notamment au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- n°3520-b (co-incinération – autorisation – 432 tonnes/jour),
- n°3110 (combustion – autorisation),
- n°3550 (stockage temporaire de déchets dangereux – autorisation – 750 tonnes).

Le référentiel utilisé lors de la visite est l'arrêté préfectoral n°20170094 du 8 mars 2018 modifié

susmentionné.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance des émissions atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Pollution atmosphérique - conditions de rejet - conditions de surveillance	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 11.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Pollution atmosphérique - conditions de rejet - conduits raccordés	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 3.2.2	/	Sans objet
6	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 11.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Pollution atmosphérique - conditions de rejet - dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 3.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Pollution atmosphérique - conditions de rejet - VLE co-incinération DD	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 3.2.3.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence que les articles 3.2.2 et 11.2.2 de l'arrêté préfectoral n°20170094 du 8 mars 2018 modifié ne sont pas respectés par l'exploitant en ce qui concerne la surveillance des rejets atmosphériques de l'établissement (hors surveillance en continu) et l'application des procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) pour les appareils de mesure en continu. Au regard de ces constats, une action corrective est nécessaire de la part de l'exploitant sous un délai maîtrisé. Aussi, il est proposé à Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

En outre, les fiches de constat n°2 et 6 nécessitent des compléments de la part de l'exploitant. Ceux-ci doivent être transmis sous quinze jours. En cas de non transmission de ces compléments des suites administratives seront proposées à Madame le préfet.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution atmosphérique - conditions de rejet - dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des convoyeurs transportant les déchets sont capotés. [...]
Constats : Les convoyeurs transportant les déchets de bois sont capotés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Pollution atmosphérique - conditions de rejet - conduits raccordés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conduit N° 1: Chaudière de co-incinération de déchets dangereux - Hauteur : 50 m - Diamètre : 1,9 m - Débit nominal*: 75 000 Nm ³ /h à 6 % d'oxygène - Vitesse minimale d'éjection (en marche continue nominale): 13,8 m/s [...] *Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
Constats : Lors de l'inspection, la chaudière de co-incinération de déchets est en fonctionnement. Le débit nominal des effluents gazeux affiché sur l'écran de contrôle est de 75 310 m ³ /h. Lors du contrôle effectué le 17/04/2023 par une société extérieure spécialisée, la vitesse d'éjection a été mesurée à 14,6 m/s, soit une vitesse au débouché de 15 m/s, pour un débit de 59 710 m ³ /h. Le diamètre du conduit indiqué dans le compte-rendu est de 1,60 m.
Observations : L'exploitant justifiera auprès de l'autorité administrative la conformité du diamètre du conduit ainsi que la hauteur de la cheminée. Si le diamètre du conduit en place diffère de celui indiqué dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant démontrera que cette modification n'affecte pas l'impact environnemental de l'installation, sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pollution atmosphérique - conditions de rejet - VLE co-incinération DD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 3.2.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Unité de co-incinération de déchets dangereux (conduit n° 1) :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), - à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau suivant. <p>[...]</p> <p>CM = Concentration moyenne journalière (sur la période d'échantillonnage en mg/Nm³ à 11 % d'O₂)</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Monoxyde de carbone (CO) : CM= 50 mg/Nm³ <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)(1): CM= 0,1.10⁻⁶* mg/Nm³ <p>[...]</p> <p>(1) : La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux. La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum 0,5* et de huit heures au maximum.</p>
<p>Constats : Le contrôle des rejets atmosphériques effectué le 17/04/2023 par une société extérieure spécialisée, accréditée par le Comité français d'accréditation (COFRAC), n'a porté que sur les 2 paramètres monoxyde de carbone (CO) et Dioxines/furannes (PCDD/PCDF). Pour ces paramètres, les concentrations respectent les valeurs limites:</p> <ul style="list-style-type: none"> - CO : 41 mg/Nm³ (VLE : 50 mg/Nm³) - PCDD/PCDF : 0,0029 10⁻⁶ mg/Nm³ (VLE : 0,1 10⁻⁶ mg/Nm³)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Pollution atmosphérique - conditions de rejet - conditions de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les installations fonctionnant moins de cinq cent heures d'exploitation par an, la procédure QAL 2 peut être adaptée en effectuant uniquement cinq mesurages en parallèle entre la SRM (méthode de référence) et l'AMS (système de mesure automatique d'autosurveillance). Les mesures obtenues en injectant les gaz de zéro et de sensibilité sur l'AMS sont pris en compte pour la détermination de la droite d'étalonnage.</p> <p>La réalisation du test annuel de surveillance (AST) peut également être remplacée par une comparaison des mesures en continu issues des analyseurs et de celles issues des mesures comparatives visées à l'article 11.1.2 du présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que le traitement de déchets dans l'unité de co-incinération de déchets de bois et donc la mise en service de l'ICPE a débuté en juin 2022. Le fonctionnement a été rapidement interrompu suite à des problèmes techniques. Le fonctionnement aurait repris fin décembre 2022, en dessous de la capacité représentative d'un fonctionnement normal, ceci en raison du dysfonctionnement de la turbine. L'exploitant indique que les essais industriels de l'exploitant n'étant pas terminés, la mise en service industrielle n'est pas effective. L'exploitant précise qu'il attendait cette mise en service industrielle pour appliquer l'ensemble des modalités de surveillance des émissions atmosphériques.</p> <p>Selon les éléments communiqués par l'exploitant le 4 juillet 2023, la quantité de bois co-incinéré depuis la mise en service est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bois non dangereux (bois B) : 62 038,524 t - Bois dangereux (bois C - bois créosoté) : 3 381,62 t <p>L'exploitant n'a pas justifié l'application de la procédure QAL 1 d'évaluation des appareils de mesure.</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à l'étalonnage des appareils de mesure en place selon la procédure QAL 2 et la vérification de l'absence de dérive selon les procédures QAL 3 et AST.</p>
Observations : L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à la prescription réglementaire contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 11.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Le programme de surveillance comprend a minima les paramètres et fréquences définis dans le tableau ci-après. Les métaux sont mesurés sous leurs formes particulaire et gazeuse.</p> <p>Conduit n° 1 - Unité de co-incinération de déchets dangereux Suivi continu : Débit; Teneur en oxygène; Vapeur d'eau; Poussières totales; SOx en équivalent SO₂; NOx en équivalent NO₂; CO; COT; HF; NH₃. Fréquence trimestrielle : Cadmium et ses composés; Thallium et ses composés; Mercure et ses composés; Sb, As, Pb, Cr Total, Cr VI, Co, Cu, Mn, Ni, Va, Zn; HAP (les 16); BTEX; Formaldéhyde; Acétaldéhyde; Acroléine; PCDD/PCDF. [...]</p> <p>Au cours de la première année d'exploitation des installations, ces mesures trimestrielles mentionnées au paragraphe précédent portent également sur les paramètres suivis en continu ou en semi-continu. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur de chacun des métaux pour les formes particulaires et gazeuses avant d'effectuer la somme. Six mois au plus tard après la mise en service de l'unité de co-incinération de déchets dangereux, l'exploitant réalise une spéciation des COV (composés organiques volatils) émis dans l'air par le conduit n° 1. Les résultats de cette spéciation sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a procédé à un seul contrôle le 17/04/2023, uniquement sur le paramètre dioxines et furanes (PCDD/PCDF) de la liste des paramètres à contrôler trimestriellement. En outre, l'exploitant n'a pas réalisé la spéciation des COV demandés.</p>
<p>Observations : L'inspection proposera au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions contrôlées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 11.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre autour de son unité de co-incinération de déchets dangereux une surveillance de l'environnement, les points de prélèvement sont ceux figurant sur le plan joint en annexe 2 au présent arrêté. Les fréquences et durée de prélèvement sont les suivantes : Air : 4 campagnes annuelles de 15 jours Retombées : 4 campagnes annuelles de 1 mois Végétaux consommables: 1 prélèvement annuel sur légume mature (de préférence même légume) sur les différents points de prélèvements Sols: 1 prélèvement tous les 5 ans La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche. [...] Un point zéro sera notamment établi dans l'environnement avant mise en service des installations. [...]
Constats : L'exploitant a uniquement réalisé le point zéro d'octobre à décembre 2022. Dans le rapport correspondant transmis par mail le 04 juillet 2023, la période de prélèvement de la campagne "Qualité de l'air" de 31 jours n'est pas précisée. Il en est de même pour la biosurveillance réalisée à partir de la détermination de la bioaccumulation par le chou frisé. Les éléments communiqués par l'exploitant ne permettent pas d'affirmer que le point zéro a été réalisé avant la mise en service des installations qui a eu lieu en 2022.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'autorité administrative, sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport : - la date précise de mise en service de l'installation (date à laquelle les premiers déchets ont été brûlés). Sachant que des dysfonctionnements ont conduit à des arrêts momentanés de l'installation, l'exploitant communiquera également à l'autorité administrative les dates des périodes de fonctionnement de l'installation de co-incinération de déchets de bois depuis la mise en service, en précisant la quantité de déchets traités durant ces périodes, - la période lors de laquelle la biosurveillance du point zéro a été réalisée (bioaccumulation / chou frisé).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet